

Vóór de aankoop van een volkswoning, van een kleine landeigendom, van een daarmede gelijkgestelde woning of van een perceel waarop een woning van één van de vermelde typen zal gebouwd worden, mogen de kopers bovendien in de loop van het voorlaatste jaar dat het jaar van de aanvraag voorafgaat niet een aan de personenbelasting onderworpen inkomen hoger dan 1 000 000 frank, verhoogd met 50 000 frank per kind ten laste hebben genoten.

Vóór de aankoop van een middelgrote woning of van een perceel waarop een middelgrote woning gebouwd zal worden, wordt het bedrag van de in § 2 vastgestelde inkomen met 200 000 frank verhoogd. »

**Art. 2.** De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de Huisvesting behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 juni 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve  
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen,  
de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en het Toezicht,

A. DALEM

F. 87 — 1278

**4 JUNI 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
relatif à l'octroi, par la Région, de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation rurale**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1er, § 3;

Vu l'accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions en date du 31 mars 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, en date du 27 avril 1987;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale pour la Région wallonne,

Arrête :

**CHAPITRE Ier. — Dispositions générales**

**Article 1er.** Dans les limites des crédits budgétaires, l'Exécutif peut accorder aux communes des subventions pour la réalisation d'opérations de rénovation rurale.

Les opérations de rénovation rurale doivent s'étendre à tout le territoire de la commune, sauf circonstances exceptionnelles justifiées par la commune.

L'Exécutif arrête les conditions et modalités selon lesquelles il accorde des aides aux personnes physiques et aux personnes morales de droit privé ou de droit public qui participent à des opérations de rénovation rurale.

**Art. 2.** La rénovation rurale, au sens du présent arrêté, consiste en un ensemble d'opérations de développement et d'aménagement, entreprises en milieu rural, par une autorité communale, en y associant effectivement la population, et en vue de revitaliser, de restaurer ou d'assainir une commune, dans le respect de ses caractères propres, de manière à améliorer les conditions de vie de ses habitants, au point de vue économique, social et culturel.

Les subventions accordées par la Région peuvent, notamment, porter sur les objets suivants :

- la promotion et la rénovation de l'habitat;
- la promotion des activités économiques locales;
- la création et l'aménagement de voiries et de moyens de communication;
- la création et l'amélioration de services au public et d'équipement;
- la création et l'aménagement d'espaces publics, maisons de villages et autres lieux d'accueil, d'informations et de rencontres.

La Région n'intervient pas dans les investissements se rapportant à une matière qui relève de la compétence de l'autorité nationale ou des Communautés. Elle peut toutefois accorder une subvention pour les phases d'acquisition, d'assainissement et de rénovation extérieure des immeubles, quelque soit leur destination projetée. Elle peut également accorder une subvention pour la partie des autres investissements en rapport avec ses compétences et en proportion de cette partie.

**Art. 3.** Pour chaque opération de rénovation rurale, il est créé une commission locale de rénovation rurale présidée par le bourgmestre de la commune concernée.

La mission de cette commission est d'assurer la concertation permanente des parties intéressées et de tenir compte réellement du point de vue des habitants.

Sa composition et son règlement sont soumis par approbation au Ministre.

**Art. 4.** Après avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, Section de Rénovation rurale, l'Exécutif approuve le schéma-directeur, le programme et le calendrier d'exécution de l'opération de rénovation rurale proposés par le conseil communal et prend la décision de principe de l'octroi de la subvention.

**Art. 5.** Les modalités d'exécution de l'opération sont fixées par conventions éventuellement successives entre la Région et la commune conformément au présent arrêté.

Par dérogation à l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon, les conventions sont conclues par le Ministre, membre de l'Exécutif, ayant la rénovation rurale dans ses attributions.

Lorsque les investissements repris à la convention sont conjointement subventionnés en application d'autres législations ou réglementations de la Région wallonne, la convention est conclue à la fois par le membre de l'Exécutif régional wallon ayant la rénovation rurale dans ses compétences et le membre de l'Exécutif régional wallon ayant les subsides concernés dans ses compétences, l'un et l'autre étant chargés, chacun en ce qui le concerne, de procéder aux engagements nécessaires à la bonne fin de l'opération.

Lorsque les investissements repris à la convention sont conjointement subventionnés en application des législations et réglementations de la Communauté française ou de la Communauté germanophone, la convention est conclue à la fois par le membre de l'Exécutif régional wallon ayant la rénovation rurale dans ses compétences et le membre de l'Exécutif de la Communauté française ou de la Communauté germanophone compétent, l'un et l'autre étant chargés, chacun en ce qui le concerne, de procéder aux engagements nécessaires à la bonne fin de l'opération.

Il en est de même en cas d'investissements subventionnés en application des législations et réglementations de l'Etat.

## CHAPITRE II. — *Financement*

### *Section 1re. — Mode de calcul des subventions*

**Art. 6.** Les subventions relatives à des acquisitions sont calculées sur base du montant de l'acquisition que le conseil communal a approuvé après avis du receveur de l'enregistrement.

La subvention est calculée sur base de l'estimation du receveur de l'enregistrement si celle-ci est inférieure au prix approuvé par le conseil communal ou au montant de l'indemnité d'expropriation.

**Art. 7.** Les subventions relatives à des travaux sont calculées sur base du coût réel des travaux dûment approuvés par le Ministre, taxes et décomptes contractuels compris.

**Art. 8.** Pour les études d'avant-projet et de projet, des avances récupérables peuvent être octroyées à concurrence de 5 p.c. du montant de la subvention.

### *Section 2. — Taux des subventions*

**Art. 9.** Le taux de subvention régional est de 80 p.c. du coût tel que défini aux articles 5 et 6. Ce taux peut être adapté en fonction des subventions accordées par d'autres autorités.

### *Section 3. — Liquidation des subventions*

**Art. 10.** En cas d'acquisition, la subvention est liquidée sur présentation d'une copie de l'acte authentique d'acquisition ou de la décision fixant définitivement le montant de l'indemnité en cas d'expropriation.

**Art. 11.** Pour les travaux, la subvention est liquidée par acomptes sur base des états d'avancement approuvés par le fonctionnaire dirigeant l'Inspection générale de l'Aménagement du Territoire, Service de Rénovation et Equipements, à concurrence de 95 p.c. du montant de l'intervention de la Région.

Une avance correspondant à 20 p.c. de la subvention peut toutefois être liquidée sur production de la notification faite à l'entreprise de l'ordre de commencer les travaux.

Sur présentation du décompte final approuvé par le fonctionnaire dirigeant l'Inspection générale de l'Aménagement du Territoire, Service de Rénovation et Equipements, le solde de la subvention est liquidé, déduction faite des avances éventuellement consenties.

## CHAPITRE III. — *Obligations à charge de la commune bénéficiaire de subventions pour la rénovation rurale*

### *Section 1re. — Limitations des droits de la commune sur les biens immobiliers acquis, rénovés ou construits à l'aide de subventions à la rénovation*

**Art. 12.** La commune peut, par une convention préalablement approuvée par le Ministre, louer les immeubles acquis, rénovés ou construits, ou établir sur eux des droits réels démembres.

La convention est réputée approuvée si le Ministre ne s'est pas prononcé dans les deux mois de la réception de la demande d'approbation.

**Art. 13.** La commune peut solliciter du Ministre l'autorisation de céder la propriété d'un immeuble acquis, rénové ou construit à l'aide des subventions à la rénovation.

Elle soumet à l'approbation du Ministre la convention de vente qui devra préciser l'affectation du bien, les conditions de son utilisation, les travaux éventuels de construction ou de rénovation qui doivent être exécutés ainsi que les délais dans lesquels ceux-ci doivent être accomplis. Ces obligations doivent être imposées à l'acquéreur.

**Art. 14.** La commune qui a vendu un immeuble conformément à l'article 12 rembourse à la Région la part de la subvention afférente à cet immeuble, à moins de l'affecter à la poursuite de l'opération.

Cette affectation sera déterminée par convention entre le Ministre et la commune, dans l'année de l'aliénation.

**Art. 15.** En cas d'aliénation à la Région d'un immeuble acquis, rénové ou construit à l'aide de subventions à la rénovation, le prix est diminué du montant de la subvention affectée à ce bien.

### *Section 2. — Comptabilisation des opérations de rénovation*

**Art. 16.** Indépendamment des règles imposées par la loi et le règlement général sur la comptabilité communale, chaque commune doit tenir une comptabilité spéciale pour son opération de rénovation rurale. Le Ministre en arrêtera la forme et le contenu.

### *Section 3. — Affectation des recettes*

**Art. 17.** Sur approbation du Ministre, la commune affecte les recettes de l'opération, telles que les loyers, redevances, canons emphytéotiques ou autres, proportionnellement au taux de la subvention, à l'une ou plusieurs des opérations visées à l'article 2.

L'approbation est réputée accordée si le Ministre ne se prononce pas dans les deux mois de la réception de la demande.

### *Section 4. — Rapport sur l'opération de rénovation*

**Art. 18.** La commune établit un rapport annuel sur l'état d'avancement de l'opération de rénovation et adresse ce rapport avant le 31 mars de l'année qui suit à la Région et à la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, section de Rénovation rurale.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 19.** L'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1987 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions est applicable.

**Art. 20.** Les conventions conclues avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent d'application.

**Art. 21.** Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale pour la Région wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 juin 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale  
pour la Région wallonne,

A. LIENARD

## ÜBERSETZUNG

D. 87 — 1278

**4. JUNI 1987. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive über die Gewährung durch die Region von Subventionen zur Durchführung von ländlichen Erneuerungsmassnahmen**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 1, § 3;

Aufgrund der Zustimmung des für den Haushalt zuständigen Ministers vom 31. März 1987;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates, Abteilung Gesetzgebung, vom 27. April 1987;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Wassers und des Landlebens für die Wallonische Region,

Erlässt die Exekutive der Wallonischen Region :

KAPITEL I. — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1.** Innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel kann die Exekutive den Gemeinden Subventionen zur Durchführung von ländlichen Erneuerungsmassnahmen gewähren.

Die ländlichen Erneuerungsmassnahmen müssen sich auf das gesamte Gemeindegebiet erstrecken, ausser in ausserordentlichen Umständen, die durch die Gemeinde zu rechtfertigen sind.

Die Exekutive legt die Bedingungen und Modalitäten fest, gemäss denen sie den natürlichen Personen und den juristischen Personen des Privatrechtes oder des öffentlichen Rechtes, Beihilfen zuerkennt.

**Art. 2.** Die ländliche Erneuerung besteht im Sinne des vorliegenden Erlasses aus einem Komplex von Entwicklungs- und Gestaltungsmaßnahmen, die im ländlichen Milieu durch eine Gemeindebehörde unternommen werden und zwar mit der effektiven Beteiligung der Bevölkerung und zur Neubelebung, Restaurierung oder Sanierung einer Gemeinde unter Wahrung ihrer Eigentümlichkeiten, um die Lebensbedingungen ihrer Einwohner in wirtschaftlicher, sozialer und kultureller Hinsicht zu verbessern.

Die durch die Region gewährten Subventionen können sich insbesondere auf folgende Gegenstände beziehen :

- die Förderung und Erneuerung der Wohnverhältnisse;
- die Förderung örtlicher Wirtschaftstätigkeiten;
- die Schaffung und den Ausbau von Wegen und Verkehrsmitteln;
- die Schaffung und Verbesserung von öffentlichen Diensten und von Ausrüstungen;
- die Schaffung und Gestaltung von öffentlichen Plätzen bzw. Räumen, Kulturhäusern und anderen Empfangs-, Informations- und Begegnungsstätten.

Die Region beteiligt sich nicht an Investitionen, die sich auf einen Bereich beziehen, der zur Kompetenz der nationalen Obrigkeit oder der Gemeinschaften zählt. Sie kann jedoch eine Subvention für die Ankauf-, Sanierungs- und Aussenrenovierungsphasen von Gebäuden gewähren, ungeachtet deren geplante Bestimmung. Sie kann ebenfalls eine Subvention für den anderen, mit ihren Kompetenzen zu vereinbarenden Teil der Investitionen und proportionell hierzu gewähren.

**Art. 3.** Für jede ländliche Erneuerungsmassnahme wird eine örtliche Kommission für ländliche Erneuerung unter dem Vorsitz des Bürgermeisters der betreffenden Gemeinde, eingerichtet.

Der Auftrag dieser Kommission besteht darin, eine ständige Absprache zwischen den betreffenden Beteiligten zu gewährleisten und wirklich die Meinung der Einwohner zu berücksichtigen.

Ihre Zusammensetzung und Geschäftsordnung sind dem Minister zur Genehmigung zu unterbreiten.

**Art. 4.** Nach Begutachtung durch den Regionalen Raumordnungsbeirat, Abteilung ländliche Erneuerung, genehmigt die Exekutive das Leitschema, das Programm und den Ausführungszeitplan der ländlichen Erneuerungsmassnahme, die durch die Gemeinde vorgeschlagen werden und entscheidet grundsätzlich über die Gewährung der Subvention.

**Art. 5.** Die Durchführungsbestimmungen werden durch eventuell aufeinanderfolgende Verträge zwischen der Region und der Gemeinde gemäss vorliegendem Erlass festgelegt.

In Abweichung von Artikel 5 des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive werden die Verträge durch den Minister, Mitglied der Exekutive, in dessen Zuständigkeitsbereich die ländliche Erneuerung fällt, abgeschlossen.

Werden die im Vertrag angeführten Investitionen gemeinsam in Anwendung von anderen Gesetzgebungen oder Regelungen der Wallonischen Region subventioniert, so wird der Vertrag sowohl durch das für ländliche Erneuerung zuständige Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive als auch durch das Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive in dessen Zuständigkeitsbereich die betreffenden Subsidien fallen, abgeschlossen, wobei das eine und andere Mitglied, jedes für seinen Bereich, beauftragt ist, die zur guten Durchführung der Massnahme erforderlichen Verpflichtungen vorzunehmen.

Werden die im Vertrag angeführten Investitionen gemeinsam in Anwendung von anderen Gesetzgebungen oder Regelungen der französischen Gemeinschaft oder deutschsprachigen Gemeinschaft subventioniert, so wird der Vertrag sowohl durch das für ländliche Erneuerung zuständige Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive als auch durch das zuständige Mitglied der Exekutive der französischen Gemeinschaft oder der deutschsprachigen Gemeinschaft abgeschlossen, wobei das eine und andere Mitglied, jedes für seinen Bereich, beauftragt ist, die zur guten Durchführung der Massnahme erforderlichen Verpflichtungen vorzunehmen.

Das gleiche gilt bei Investitionen, die in Anwendung von Gesetzgebungen und Regelungen des Staates subventioniert werden.

## KAPITEL II. — Finanzierung

### Abschnitt 1. — Berechnungsart der Subventionen

**Art. 6.** Die Subventionen für Ankäufe werden aufgrund des Betrages des Ankaufs berechnet, den der Gemeinderat nach Gutachten des Einregistrierungsbeamten genehmigt hat.

Die Subvention wird aufgrund der Schätzung des Einregistrierungsbeamten berechnet, wenn diese niedriger als der durch den Gemeinderat genehmigte Preis oder als der Betrag der Enteignungsschädigung ist.

**Art. 7.** Die Subventionen für Arbeiten werden aufgrund der gebührend durch den Minister genehmigten Realkosten, einschliesslich Steuern und vertragliche Abzüge berechnet.

**Art. 8.** Für die Vorprojekt- und Projektstudien können rückzahlbare Vorschüsse bis in Höhe von 5 % des Subventionsbetrages gewährt werden.

### Abschnitt 2. — Subventionssätze

**Art. 9.** Der regionale Subventionssatz entspricht 80 % der gemäss Artikel 5 und 6 bestimmten Kosten. Dieser Satz kann unter Berücksichtigung der durch andere Behörden gewährten Subventionen angepasst werden.

### Abschnitt 3. — Zahlung der Subvention

**Art. 10.** Bei Ankäufen wird die Subvention auf Vorlage einer Abschrift des authentischen Kaufvertrages oder des Beschlusses, der endgültig die Höhe der Entschädigung bei Enteignung festlegt, ausgezahlt.

**Art. 11.** Bei Arbeiten wird die Subvention durch Anzahlungen je nach den Baustadienbelegen, die durch den leitenden Beamten der Generalinspektion der Raumordnung, Dienst für ländliche Erneuerung und Ausrüstungen genehmigt werden, in Höhe von 95 % der Intervention der Region ausgezahlt.

Ein Vorschuss, der 20 % der Subvention entspricht, kann jedoch auf Vorlage der Zustellung, an den Unternehmer, der Anweisung zum Baubeginn ausgezahlt werden.

Auf Vorschlag der durch den leitenden Beamten der Generalinspektion der Raumordnung, Dienst für ländliche Erneuerung und Ausrüstungen, genehmigten Endabrechnung wird der Restbetrag der Subvention, unter Abzug der eventuell gewährten Vorschüsse, ausgezahlt.

## KAPITEL III. — Pflichten der Gemeinde, die Subventionen für die ländliche Erneuerung erhält

### Abschnitt 1. — Beschränkung der Rechte der Gemeinde auf die mit Hilfe der Erneuerungssubventionen erworbenen, renovierten oder gebauten Immobiliengüter

**Art. 12.** Die Gemeinde kann durch einen vorher durch den Minister genehmigten Vertrag die erworbenen, renovierten oder gebauten Immobilien vermieten oder auf ihnen überlassene dingliche Rechte begründen.

Der Vertrag gilt als genehmigt, wenn der Minister nicht innerhalb zwei Monaten nach Erhalt des Genehmigungsantrags seinen Standpunkt bekanntgegeben hat.

**Art. 13.** Die Gemeinde kann den Minister um die Erlaubnis bitten, das Eigentum an einer anhand der Erneuerungssubvention erworbenen, renovierten oder erbauten Immobilie abzutreten.

Sie legt dem Minister den Kaufvertrag vor, worin die Zweckbestimmung des Gutes, seine Benutzungsbedingungen, die eventuell daran auszuführenden Bau- oder Renovierungsarbeiten sowie deren Durchführungsfristen angegeben werden müssen. Diese Pflichten müssen dem Käufer auferlegt werden.

**Art. 14.** Eine Gemeinde, die eine Immobilie gemäss Artikel 12 verkauft hat, stattet der Region den auf diese Immobilie entfallenden Subventionsanteil zurück, es sei denn sie bestimme ihn zur Weiterführung der Massnahme.

Diese Bestimmung wird vertraglich zwischen dem Minister und der Gemeinde innerhalb des Verkaufjahres festgelegt.

**Art. 15.** Bei Veräusserung einer anhand von Erneuerungssubventionen erworbenen, renovierten oder erbauten Immobilie an die Region, wird der Preis um den auf dieses Gut entfallenden Subventionsbetrag gekürzt.

### Abschnitt 2. — Buchung der Erneuerungsmassnahmen

**Art. 16.** Ungeachtet der durch das Gesetz oder die Allgemeine Gemeindebuchführungsordnung auferlegten Regeln, muss jede Gemeinde eine besondere Buchhaltung über ihre ländliche Erneuerungsmassnahme führen. Der Minister legt hierfür die Form und den Inhalt vor.

### Abschnitt 3. — Zweckbestimmung der Einnahmen

**Art. 17.** Nach Genehmigung durch den Minister, bestimmt die Gemeinde die Einnahmen aus der Massnahme, wie z.B. Mieten, Gebühren, Erbbauzinsen oder andere Zinsen, entsprechend dem Subventionssatz für eine oder mehrere in Artikel 2 erwähnte Massnahmen.

Die Genehmigung gilt als erteilt, wenn der Minister seinen Standpunkt nicht innerhalb zwei Monaten nach dem Eingang des Antrags bekannt gibt.

*Abschnitt 4. — Bericht über die Erneuerungsmassnahme*

**Art. 18.** Die Gemeinde stellt jährlich einen Sachstandsbericht über die Erneuerungsmassnahme auf und stellt ihn vor dem 31. März des nachfolgenden Jahres der Region und dem Regionalen Raumordnungsbeirat, Abteilung ländliche Erneuerung zu.

**KAPITEL IV. — Schlussbestimmungen**

**Art. 19.** Der Königliche Erlass Nr. 5 vom 18. April 1967 über die Kontrolle der Gewährung und Verwendung von Subventionen findet Anwendung.

**Art. 20.** Die vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses abgeschlossenen Verträge sind weiterhin gültig.

**Art. 21.** Der Minister der Raumordnung, des Wassers und des Landlebens für die Wallonische Region wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 4. Juni 1987.

Der Minister-Vorsitzender der Wallonischen Regionalexekutive,

**M. WATHELET**

Der Minister der Raumordnung, des Wassers und des Landlebens für die Wallonische Region,

**A. LIENARD**

## VERTALING

N. 87 — 1278

**4 JUNI 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de toekenning van toelagen door het Gewest voor het uitvoeren van landelijke vernieuwingsoperaties**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 1, § 3;

Gelet op het akkoord van 31 maart 1987 van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort;

Gelet op het advies van de Raad van State, afdeling Wetgeving, gegeven op 27 april 1987;

Op voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, het Water en het Landleven voor het Waalse Gewest,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** Binnen de grenzen van de begrotingskredieten kan de Executieve toelagen aan gemeenten verlenen voor het uitvoeren van landelijke vernieuwingsoperaties. De landelijke vernieuwingsoperaties moeten betrekking hebben op het gehele grondgebied van de gemeente, behalve uitzonderlijke omstandigheden gerechtvaardigd door de gemeente.

De Executieve bepaalt de voorwaarden en wijzen volgens welke zij hulp verleent aan privaot of publiekrechtelijke natuurlijke en rechtspersonen die aan landelijke vernieuwingsoperaties deelnemen.

**Art. 2.** Krachtens dit besluit bestaat de landelijke vernieuwing in een geheel van uitbreidings- en orderingsoperaties die de gemeenteoverheid ter hand neemt in een landelijk gebied, betreffend werkelijk de bevolking, om een gemeente te revitaliseren, te herstellen of te saneren ten einde de levensvoorwaarden van haar inwoners uit economisch, sociaal en cultureel oogpunt te bevorderen.

De door het Gewest verleende toelagen kunnen, onder andere, op de volgende punten betrekking hebben :

- de woningsbevordering en vernieuwing;
- de bevordering van plaatselijke economische activiteiten;
- de aanleg en de ordening van wegen en verkeersmiddelen;
- de inrichting en de verbetering van diensten aan het publiek en van voorziening;
- de inrichting en de ordening van openbare ruimten, dorpshuizen en andere onthaal-, inlichtings- en ontmoetingsplekken.

Het Gewest komt niet tussen in de investeringen betreffende een aangelegenheid die tot de bevoegdheid van de nationale overheid of van de Gemeenschappen behoort. Het kan echter een toelage verlenen voor de fasen van aankoop, sanering en uiterlijke vernieuwing van de gebouwen ongeacht hun voorziene bestemming. Het kan eveneens een toelage verlenen voor het gedeelte van de andere investeringen met betrekking tot zijn bevoegdheden en in evenredigheid met dit gedeelte.

**Art. 3.** Voor iedere landelijke vernieuwingsoperatie wordt een door de burgemeester van de betrokkene gemeente voorgezeten plaatselijke commissie voor landelijke vernieuwing ingesteld.

De opdracht van deze commissie is het voortdurend overleg van de belanghebbende partijen te handhaven en werkelijk rekening te houden met het standpunt van de bewoners.

De samenstelling en het reglement ervan worden ter goedkeuring aan de Minister voorgelegd.

**Art. 4.** Na advies van de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening, afdeling Landelijke Vernieuwing, keurt de Executieve het leidend schema, het programma en het uitvoeringsschema van de landelijke vernieuwingsoperatie door de gemeenteraad voorgesteld goed en neemt de principiële beslissing tot toekenning van de toelage.

**Art. 5.** De uitvoeringswijzen van de operatie worden door eventuele achtereenvolgende overeenkomsten tussen het Gewest en de gemeente overeenkomstig dit artikel bepaald.

In afwijking van artikel 5 van het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve worden de overeenkomsten aangegaan door de Minister, lid van de Executieve, tot wiens bevoegdheid de landelijke vernieuwing behoort.

Indien aan de in de overeenkomst vermelde investeringen een gezamenlijke toelage verleend wordt bij toepassing van andere wetgevingen of reglementeringen van het Waalse Gewest wordt de overeenkomst aangegegaan tegelijk door het lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid de landelijke vernieuwing behoort en het lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid de betrokken toelagen behoren, beiden zijnde belast, ieder wat hem betreft, met het overgaan tot de handelingen nodig voor de goede uitvoering van de operatie.

Indien aan de in de overeenkomst vermelde investeringen een gezamenlijke toelage verleend wordt bij toepassing van de wetgevingen en reglementeringen van de Franse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap wordt de overeenkomst aangegegaan tegelijk door het lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid de landelijke vernieuwing behoort en het bevoegde lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve of van de Duitstalige Gemeenschapsexecutieve, beiden zijnde belast, ieder wat hem betreft, met het overgaan tot de handelingen nodig voor de goede uitvoering van de operatie.

Hetzelfde geldt in geval van gesubventioneerde investeringen bij toepassing van de wetgevingen en reglementeringen van de Staat.

## HOOFDSTUK II. — *Financiering*

### *Afdeling 1. — Berekeningswijze van de toelage*

**Art. 6.** De toelagen betreffende aankopen worden berekend op basis van het bedrag van de aankoop goedgekeurd door de gemeenteraad na advies van de ontvanger der registratie. De toelage wordt berekend op basis van de raming van de ontvanger der registratie als die lager ligt dan de door de gemeenteraad goedgekeurde prijs of dan het bedrag van de onteigeningsschadeloosstelling.

**Art. 7.** De toelagen betreffende werken worden berekend op basis van de werkelijke kosten van de door de Minister behoorlijk goedgekeurde werken met inbegrip van taksen en contractuele verrekeningen.

**Art. 8.** Voor de studies van voorontwerp en ontwerp kunnen terugvorderbare voorschotten verleend worden tot een bedrag van 5 pct. van de toelage.

### *Afdeling 2. — Toelagenvoet*

**Art. 9.** De gewestelijke toelagevoet wordt op 80 pct. van de kosten vastgesteld, zoals die in artikelen 5 en 6 bepaald zijn. Deze voet kan aangepast worden in verband met de toelagen door andere overheden toegekend.

### *Afdeling 3. — Vereffening van de toelagen*

**Art. 10.** In geval van aankoop wordt de toelage uitbetaald na overlegging van een afschrift van de oorspronkelijke aankoopakte of van de beslissing bepalende voorgoed het bedrag van de schadeloosstelling in geval van onteigening.

**Art. 11.** Voor de werken wordt de toelage in termijnen uitbetaald op basis van de door de leidende ambtenaar van de Hoofdinspectie van de Ruimtelijke Ordening, Dienst Vernieuwing en Uitrusting, goedgekeurde staten van voortgang, tot een bedrag van 95 pct. van de tegemoetkoming van het Gewest.

Een voorschot ten bedrage van 20 pct. van de toelage kan nochtans uitbetaald worden na overlegging van het bevel aan de onderneming om met de werken te beginnen.

Na overlegging van de eindverrekening, die door de leidende ambtenaar van de Hoofdinspectie van Ruimtelijke Ordening, Dienst Vernieuwing en Uitrustingen goedgekeurd is, wordt het saldo van de toelage uitbetaald, na aftrek van de eventuele toegekende voorschotten.

## HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen ten laste van de gemeente die toelagen voor de Landelijke Vernieuwing verkregen heeft*

### *Afdeling 1. — Beperkingen van de rechten van de gemeente op de onroerende goederen aangekocht, vernieuwd of gebouwd door middel van de vernieuwingstoelagen*

**Art. 12.** De gemeente kan, door een voorafgaande overeenkomst goedgekeurd door de Minister, de aangekochte, vernieuwde of gebouwde gebouwen verhuren of er afgesplitste zakelijke rechten op vestigen.

De overeenkomst wordt geacht aangenomen te zijn indien de Minister zich niet binnen de twee maanden, te rekenen van de ontvangst van de aanvraag tot goedkeuring, uitspreekt.

**Art. 13.** De gemeente kan de Minister om de vergunning vragen het eigendom van een met behulp van de toelagen voor de vernieuwing aangekocht, vernieuwd of gebouwd gebouw af te staan.

Zij legt de Minister de verkoopovereenkomst ter goedkeuring voor die de bestemming van het goed, de gebruiksvoorwaarden ervan, de eventuele uit te voeren bouw- of vernieuwingswerken alsmede de uitvoeringstermijnen bepaalt. Deze verplichtingen worden de aankoper opgelegd.

**Art. 14.** De gemeente die overeenkomstig artikel 12 een gebouw verkocht heeft, betaalt het Gewest het deel van de toelage terug dat op dit gebouw betrekking heeft, tenzij dit bedrag bestemd wordt voor de voortzetting van de operatie.

De bestemming van dit bedrag zal binnen het jaar van de vervreemding in een overeenkomst tussen de Minister en de gemeente bepaald worden.

**Art. 15.** Bij vervreemding aan het Gewest van een gebouw dat aangekocht, vernieuwd of gebouwd is met behulp van toelagen voor de vernieuwing wordt de prijs met het bedrag dat voor dit goed bestemd was, verminderd.

### *Afdeling 2. — Boeking van de vernieuwingsoperaties*

**Art. 16.** Ongeacht de door de wet en het algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding opgelegde regels moet elke gemeente een bijzondere boekhouding voor haar landelijke vernieuwingsoperatie bijhouden. De Minister bepaalt er de vorm en de inhoud van.

### *Afdeling 3. — Bestemming van de ontvangsten*

**Art. 17.** Na goedkeuring door de Minister bestemt de gemeente de ontvangsten van de operatie zoals huur-gelden, retributies, erfpachtcanons of andere, in verhouding tot het bedrag van de toelage, voor één of meerdere van de in artikel 2 bedoelde operaties. De goedkeuring wordt geacht verleend te zijn indien de Minister zich niet binnen de twee maanden, te rekenen van de ontvangst van de aanvraag, uitspreekt.

### *Afdeling 4. — Verslag over de vernieuwingsoperatie*

**Art. 18.** De gemeente stelt een jaarlijks verslag over de staat van vooruitgang van de werken op en doet het vóór 31 maart van het volgende jaar aan het Gewest en aan de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening, afdeling landelijke vernieuwing, geworden.

## HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

**Art. 19.** Het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van de toelagen is van toepassing.

**Art. 20.** De overeenkomsten die vóór de inwerkingtreding van dit besluit afgesloten zijn blijven van toepassing.

**Art. 21.** De Minister van de Ruimtelijke Ordening, het Water en het Landleven voor het Waalse Gewest wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 juni 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,

M. WATHELET

De Minister van de Ruimtelijke Ordening, het Water en het Landleven voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD

## AUTRES ARRÊTÉS

## SERVICES DU PREMIER MINISTRE

## Ordres nationaux

Par arrêté royal du 12 juin 1987, M. Fischer, G., ancien journaliste, est nommé Officier de l'Ordre de Léopold.

Il portera la décoration civile.

Il prend rang dans l'Ordre à partir de cette date.

Par arrêté royal du 12 juin 1987, M. Cabo, M., directeur général du Village n° 1 Reine Fabiola, est nommé Chevalier de l'Ordre de Léopold II.

Il prend rang dans l'Ordre à partir de cette date.

## Secrétariat permanent de recrutement — Désignation

Par arrêté royal du 19 juin 1987, qui produit ses effets le 1er juin 1987, Mme Dupont, Cl., professeuse de l'enseignement secondaire supérieur à l'Athénée royal de Jodoigne, est désignée comme secrétaire permanent adjoint au recrutement pour une période de cinq ans (cadre linguistique français).

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

## Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 13 juillet 1987, Mme Vandeborne, R., avocat à Saint-Trond, est nommée substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Tongres.

## Ordre judiciaire. — Erratum

*Moniteur belge* n° 134 du 15 juillet 1987, p. 10972, dans le cinquième arrêté, la douzième ligne est à lire comme suit :

« — greffier au tribunal de police de Charleroi, M. Chausteur, J.P. » et non « ... M. Chauster, J.P. ».

## MINISTÈRE DES FINANCES

## Commission bancaire. — Renouvellement de mandats

Par l'arrêté royal du 14 juillet 1987, le mandat de membre de la Commission bancaire de M. Van Goethem, J., est renouvelé à partir du 1er mai 1987 jusqu'à fin avril 1993.

Par l'arrêté royal du 14 juillet 1987, le mandat de membre de la Commission bancaire de M. Dabin, L., est renouvelé à partir du 1er septembre 1987 jusqu'à fin août 1993.

Par l'arrêté royal du 14 juillet 1987, le mandat de membre de la Commission bancaire de M. Jaenich, J., est renouvelé à partir du 1er septembre 1987 jusqu'à fin août 1993.

## ANDERE BESLUITEN

## DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

## Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 12 juni 1987, wordt de heer Fischer, G., gewezen journalist, benoemd tot Officier in de Leopoldsorde.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Hij neemt vanaf dezelfde datum zijn rang in de Orde in.

Bij koninklijk besluit van 12 juni 1987, wordt de heer Cabo, M., directeur-generaal van het Dorp nr. 1 Koningin Fabiola, benoemd tot Ridder in de Orde van Leopold II.

• Hij neemt vanaf dezelfde datum zijn rang in de Orde in.

## Vast wervingssecretariaat — Aanwijzing

Bij koninklijk besluit van 19 juni 1987, dat uitwerking heeft met ingang 1 juni 1987, wordt Mevr. Dupont, Cl., lerares van het hoger middelbaar onderwijs bij het « Athénée royal de Jodoigne » aangevoerd als adjunct-vaste wervingssecretaris voor een duur van vijf jaar (Frans taalkader).

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

## Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 13 juli 1987, is Mevr. Vandeborne, R., advocaat te Sint-Truiden, benoemd tot substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren.

## Rechterlijke Orde. — Erratum

*Belgisch Staatsblad* nr. 134 van 15 juli 1987, bl. 10972, Franse tekst, in het vijfde besluit, dient de twaalfde regel gelezen als volgt :

« — greffier au tribunal de police de Charleroi, M. Chausteur, J.P. » en niet « ... M. Chauster, J.P. ».

## MINISTERIE VAN FINANCIËN

## Bankcommissie. — Hernieuwing van mandaten

Bij koninklijk besluit van 14 juli 1987 wordt het mandaat van lid van de Bankcommissie van de heer Van Goethem, J., hernieuwd met ingang van 1 mei 1987 tot einde april 1993.

Bij koninklijk besluit van 14 juli 1987 wordt het mandaat van lid van de Bankcommissie van de heer Dabin, L., hernieuwd met ingang van 1 september 1987 tot einde augustus 1993.

Bij koninklijk besluit van 14 juli 1987 wordt het mandaat van lid van de Bankcommissie van de heer Jaenich, J., hernieuwd met ingang van 1 september 1987 tot einde augustus 1993.